

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/2031/Add.9
13 août 1951

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session

Distr. double

Point 20 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITE CHARGE DU PROJET DE CONVENTION RELATIVE
A LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Propositions et commentaires des Gouvernements concernant
le projet de convention

XVIII. Pays-Bas

Exposé général

La liberté de l'information est un des principaux des droits fondamentaux de l'homme dans les pays qui partagent pratiquement les vues des Pays-Bas en ce qui concerne les notions de liberté spirituelle et de démocratie.

Le fait que la liberté de la presse, ainsi que la liberté de réunion et d'association, n'ont été fixées que d'une façon superficielle (et, selon l'opinion générale, incomplète) dans la Constitution des Pays-Bas, ainsi que le fait que, lorsque la Constitution a été élaborée, on s'est abstenu de prendre des dispositions supplémentaires sur la liberté de l'information au moyen des procédés techniques modernes (cinéma, radio, télévision), montrent qu'il est très difficile de traiter cette question dans quelques règles juridiques. En effet, la liberté est inconcevable si les personnes qui en jouissent n'ont point le sens de leur responsabilité. Il va de soi que cette responsabilité devrait être mentionnée dans les règles constitutionnelles mais une formulation détaillée du droit à la liberté de l'information est de nature à entraîner une définition telle de cette responsabilité que le ...

législateur rendrait probablement vaine la liberté de l'information. C'est pourquoi aux Pays-Bas, la meilleure garantie de la liberté de la presse n'est pas la lettre de l'article pertinent de la Constitution des Pays-Bas, mais le profond sens juridique du peuple hollandais et la modération habituelle du législateur qui en résulte dans le domaine de la répression.

Etant donné qu'il semble avoir été impossible de faire figurer, même dans la législation des Pays-Bas, une formulation de la liberté de l'information qui soit satisfaisante à tous égards et clairement définie, on doit considérer avec un certain scepticisme les efforts accomplis pour aboutir à une codification internationale. On doit admettre que l'idée d'inclure ce principe fondamental dans une convention est incontestablement attrayante. L'importance de l'article 14 du premier projet de Pacte international relatif aux droits de l'homme (E/1992) est considérable en tant que déclaration de principe. Le Gouvernement des Pays-Bas estime que le principe a été parfaitement énoncé dans cet article.

Dès que l'on essaie de définir en détail la liberté que l'on envisage de garantir - ce qui, en général, équivaut à lui fixer des limites - il faut satisfaire à une condition préliminaire, qui est de s'assurer que les parties contractantes donnent le même sens au mot "liberté" et le même sens au mot "démocratie". Une convention relative au problème en question peut revêtir une importance considérable, à condition qu'elle soit conclue sans difficulté; tout compromis sur les principes fondamentaux signifie que les parties en question n'ont point atteint leur but. Cependant, on manquerait singulièrement de largeur de vue en considérant la liberté de l'information comme une fin en soi et en perdant de vue la responsabilité qui en est inséparable.

En théorie, on peut concevoir que certains niveaux minimums de liberté soient fixés dans une convention; pour les pays en retard à cet égard, cela représenterait un progrès considérable; pour les autres pays, il n'y aurait en fait aucun changement, comme le prévoit d'ailleurs l'article 3 du projet de Convention.

Si les pays de la première catégorie avaient vraiment pour principe directeur d'appliquer progressivement la conception occidentale, les premières mesures dans ce sens seraient accueillies avec joie, mais le fait est que - quelles que soient les nuances qu'on puisse imaginer pour le reste - dans un pays donné, ou bien la presse est libre, ou sa liberté est restreinte; en parlant de l'existence d'"une petite liberté de la presse" on forcerait le sens des mots.

Une autre objection générale que l'on peut avancer contre une convention de ce genre est que les démocraties qui ont toujours respecté et défendu les droits énoncés dans de telles conventions s'engagent à ne jamais les enfreindre, alors que les Etats de régime dictatorial, qui n'ont jamais pleinement reconnu ces droits et ne le feront jamais, refusent de prendre les mêmes engagements. Ceci permet aux régimes dictatoriaux d'attaquer les démocraties lorsque ces dernières mettent en vigueur les principes de la convention, alors que les régimes dictatoriaux eux-mêmes n'admettent point ces principes.

Un exemple des difficultés qui peuvent s'élever lorsque l'on rédige un projet de convention sur cette question, est donné par l'alinéa a) de l'article 2. Le Gouvernement des Pays-Bas est d'avis que l'Etat doit avoir le droit de prendre des dispositions pour combattre les ennemis de la démocratie; mais cela ne signifie pas qu'un principe général tel que "la protection de la sécurité nationale" de l'Etat, doive donner à celui-ci le droit illimité de restreindre le droit à la liberté de l'information. Le Gouvernement des Pays-Bas estime qu'il est impossible de trouver une formule qui, d'une part, ait pour but d'éviter les dangers mentionnés ci-dessus au sujet de l'alinéa a) de l'article 2 et qui, d'autre part, laisse à l'Etat toute liberté pour prendre les mesures défensives auxquelles il a été fait allusion plus haut.

L'objection générale que le Gouvernement des Pays-Bas élève contre le projet de Convention vient d'être énoncée; une seconde objection est de caractère entièrement différent. Le droit criminel néerlandais définit deux délits incompatibles

avec le projet de Convention, à savoir celui d'insulter un groupe de personnes appartenant soit entièrement, soit partiellement, à la population du pays, ainsi que celui d'user d'expressions injurieuses, blasphématoires ou blessantes pour les sentiments religieux des autres personnes. Le fait que dans ces deux cas, un tribunal soit dans l'impossibilité de prendre des mesures de répression - ce qui doit être admis, étant donné que les représentants des Pays-Bas ont fait préciser l'interprétation exacte du texte - heurte les convictions juridiques admises aux Pays-Bas.

ARTICLES

Article premier

Le Gouvernement des Pays-Bas estime que le principe général énoncé à l'article premier doit être limité aux moyens d'information autres que la radio et la télévision, car celles-ci, qui pénètrent directement dans l'intimité du cercle de famille, sont d'une nature si dangereuse que l'on ne saurait attendre des Gouvernements qu'ils s'engagent à ne jamais limiter la liberté de l'information dans ces domaines.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'élève également contre le fait que les droits énoncés dans le projet de Convention doivent également s'appliquer aux étrangers résidant aux Pays-Bas même si ces étrangers sont des ressortissants d'un autre Etat contractant. Le Gouvernement des Pays-Bas croit que tout Gouvernement doit avoir le droit d'intervenir contre les étrangers qui se rendent coupables d'actes susceptibles de nuire à la démocratie. En conséquence, il importe de supprimer les mots "et à ceux des ressortissants des autres états contractants qui se trouvent légalement sur son territoire".

L'énumération qui se trouve à la fin de l'alinéa (b) des raisons qui justifient l'absence de toute discrimination, donne l'impression d'être limitative. Il serait préférable de lui donner une forme indicative.

Article 2

Après tout ce qui a été dit sur cette question dans l'exposé général, le Gouvernement des Pays-Bas peut passer rapidement sur cet article.

Pour ce qui est de l'omission du blasphème injurieux et des insultes proferées contre certains groupes de la population, le Gouvernement des Pays-Bas ne peut que renvoyer à ce qui a été dit dans l'exposé général.

Il n'est pas précisé si le projet de convention interdit aussi les poursuites civiles pour des actes qu'autorise la Convention. Si cette supposition est exacte, le Gouvernement des Pays-Bas élève des objections les plus formelles. Une action civile intentée pour publicité déloyale entrerait ainsi en conflit avec la Convention, si cette publicité déloyale ne peut être comprise dans les expressions d'opinion qui "portent atteinte à la réputation d'autrui".

Pour terminer, une observation qui concerne la rédaction de l'article : les points (a) , (h) et (i) se rapportent de toute évidence au texte qui précède, mais tel n'est pas le cas pour les points (b) à (g) inclus.

Article 5

L' "encouragement" à l'établissement de certaines organisations non officielles, auquel il est fait allusion dans cet article, n'est pas du ressort de l'Etat. Il serait préférable que cet article parlât d'appuyer les initiatives prises par les parties intéressées.

Il faudrait préciser que l'article ne vise pas à empêcher le législateur d'intervenir lorsque la noblesse de la profession journalistique est en jeu.

Article 6

Les mêmes observations qui ont été faites au sujet du paragraphe (a) de l'article 2 dans l'exposé général s'appliquent également à cet article.

Article 7

Le Gouvernement des Pays-Bas n'estime pas très appropriée la disposition prévue au paragraphe (a). Un gouvernement peut fort bien utiliser le développement et la protection

de ses "entreprises nationales d'information" pour propager sa propre politique.

Dans un certain nombre de pays étrangers, des agences de presse importantes se trouvent sous l'influence directe ou indirecte du Gouvernement. La disposition prévue risque de permettre à cette situation malsaine de se prolonger indéfiniment.

Article 11

A notre époque, l'existence d'un danger public est plutôt la règle que l'exception. Il conviendrait donc de définir plus exactement l'idée de "danger public".

Conclusion

Le Gouvernement des Pays-Bas se rend parfaitement compte qu'il a formulé les objections qu'il élève contre le projet de Convention sans faire entrer en ligne de compte la somme de travail que représente l'élaboration de ce texte. Les efforts et la patience que les délégués ont consacrés à ce problème au cours des diverses conférences méritent les plus grands éloges. Le projet de Convention ne pouvait sans doute être autre chose qu'un compromis. Toutefois, pour ce qui est de la liberté de l'information, il existe un certain nombre d'idées fondamentales que leur caractère même empêche de régler sur la base d'un compromis.
